



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire actualisant les prescriptions relatives  
aux rejets atmosphériques des installations exploitées  
par la cimenterie de la société VICAT à Xeuilley**

n°2025-0213

AIOT 0006200725

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** la Directive européenne n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED ;

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 511-1, R. 181-45, R. 515-60 et suivants ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002, modifié par l'arrêté du 21 juin 2018, relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 2006/206 du 21 avril 2006 modifié autorisant la société VICAT à poursuivre l'exploitation de la cimenterie située à Xeuilley ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux complémentaires :

- 2009/226 du 1<sup>er</sup> juillet 2009 ;
- 2011/297 du 5 août 2011 ;
- 2015/0354 du 31 octobre 2017, actualisant les conditions d'exploiter des installations, suite aux conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) ;
- 2021/1110 relatif à l'exploitation par la société VICAT d'un réchauffeur industriel (unité d'activation d'argiles) implantée sur le territoire de la commune de Xeuilley ;
- 2023-0265 relatif à l'exploitation par la société VICAT d'un réchauffeur industriel (unité d'activation d'argiles) implantée sur le territoire de la commune de Xeuilley ;

**Vu** la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation ;

**Vu** la demande d'aménagement des prescriptions pour l'ammoniac du 30 octobre 2018 et les compléments apportés par l'exploitant le 12 décembre 2024 ;

**Vu** l'Interprétation de l'État des Milieux (IEM) transmise par l'exploitant le 28 août 2022 et les compléments apportés par l'exploitant le 12 décembre 2024 ;

**Vu** l'Étude de Risque Sanitaire (ERS) du 21 octobre 2020 ;

**Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est, référencé 2023\_0504 en date du 31 mars 2023 pour la visite des installations du 02 mars 2023 ;

1, rue du préfet Claude Erignac

CS 60031 - 54038 Nancy Cedex

Tél : 03.83.34.26.26.

[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)

**Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est, référencé 2025\_0626 en date du 23 juin 2025 pour la visite des installations du 30 avril 2025 ;

**Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est, référencé 2025\_0793 en date du 20 août 2025 ;

**Vu** le projet initial d'arrêté préfectoral porté le 21 août 2025 à la connaissance de l'exploitant par voie dématérialisée et les observations formulées par l'exploitant sur ce projet ;

**Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est qui instruit ces observations, référencé 2025\_1162 en date du 28 novembre 2025 ;

**Vu** le projet modifié d'arrêté préfectoral porté le 12 janvier 2026 à la connaissance de l'exploitant par voie dématérialisée ;

**Vu** les observations formulées par l'exploitant par courriel du 20 janvier 2026 ;

#### **Considérant que**

- L'évaluation des risques sanitaires (ERS) du 21 octobre 2020, prenant en compte les effets cumulés des émissions actuelles avec Argilor, conclut à un risque sanitaire acceptable ;
- Le risque est acceptable dans les conditions de rejet décrites dans l'étude sanitaire, c'est-à-dire pour des concentrations et flux fixés en hypothèse de l'étude ;
- Certains de ces polluants ne disposent pas de valeurs limites d'émission pour le four notamment les HAP, HCN et benzène ;
- Il s'agit de substances cancérigènes ou ayant un impact avéré sur la santé ;
- Il convient de fixer des valeurs limites d'émission au maximum égale aux hypothèses de l'étude afin de garantir l'absence d'impact sanitaire pour les populations ;
- Plusieurs cimenteries en Grand Est ont des prescriptions dans leur arrêté préfectoral en valeur limite d'émissions (VLE) pour les paramètres HAP, HCN, benzène et phénol ;

#### **Considérant que**

- L'Interprétation de l'État des Milieux (IEM) transmise par l'exploitant le 28 août 2022, et complétée le 12 décembre 2024, indique que l'état du milieu est compatible avec les usages pour l'ensemble des polluants hormis le manganèse et le benzène pour lequel l'état des milieux est vulnérable ;
- Il convient donc de suivre l'évolution des concentrations de manganèse et de benzène dans l'environnement proche du site ;
- La surveillance environnementale des retombées atmosphériques ne contient pas le paramètre poussières ; que cette surveillance a été mise en place en 2006 ; qu'elle doit faire l'objet d'une réévaluation notamment de la localisation des points de mesures, de la station météorologique prise en référence et des méthodes utilisées ;
- La surveillance environnementale du benzène est mise en place de manière volontaire par l'exploitant et que les résultats ne dépassent pas les limites de qualité fixées ;
- Néanmoins, au regard des études sanitaires : l'IEM qui indique un milieu vulnérable pour le benzène et l'étude sanitaire montre que, pour le scénario « école », le benzène contribue à 49% du risque pour les effets à seuil, tout en restant acceptable : le quotient de danger du benzène pour ce scénario est de 0,06 ; pour un quotient de danger total de 0,12 ;
- L'installation Argilor dispose de valeurs limites d'émission pour le benzène ;
- Il convient de fixer des valeurs limites d'émission en benzène pour le four et poursuivre la surveillance environnementale ;

#### **Considérant que**

- L'exploitant souhaite augmenter la valeur limite d'émission (VLE) en concentration à 100 mg/Nm<sup>3</sup> de l'ammoniac sur le four Lepol, actuellement fixée à 30 mg/Nm<sup>3</sup> ;
- L'arrêté ministériel du 21 juin 2018, qui modifie l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux, prévoit pour la

co-incinération de déchets la possibilité de revoir la VLE en ammoniac sans excéder 100 mg/Nm3 ;

- La demande de l'exploitant est accompagnée d'éléments montrant que les émissions d'ammoniac sont compatibles avec les milieux ;
- L'étude de risque sanitaire de 2020 a pris comme référence une valeur limite d'émission de 60 mg/Nm3 pour le four ;
- L'historique des mesures montre, en fonctionnement normal, une valeur moyenne de 47 mg/Nm3 une valeur limite d'émission de 60 mg/Nm3 peut être tenue ;
- Il convient de prescrire une valeur limite d'émission en flux ;

**Considérant** qu'il convient de revoir les prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux référencés : 2009/226 du 1er juillet 2009, 2011-297 du 5 août 2011 et 2015/0354 du 31 octobre 2017 ;

**Considérant** que

- Le site se situe en zone rurale à environ 300 mètres de la première habitation ;
- Il existe à proximité du site des établissements sensibles tels que des écoles et terrains de sport ;

**Considérant** qu'il convient de prendre des prescriptions complémentaires pour garantir les intérêts protégés fixés au L.511-1 du Code de l'environnement notamment la santé ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Champ et portée du présent arrêté**

La société VICAT, dénommée « l'exploitant » dans la suite du présent arrêté, dont le siège social est situé 4 rue Aristide Bergès – 38 080 - L'Isle D'Abeau, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs, modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de Xeuilley, des installations détaillées dans les articles suivants.

Le présent arrêté abroge les articles suivants :

- Tous les articles de l'arrêté préfectoral 2009/226 du 1<sup>er</sup> juillet 2009 ;
- Les articles 2, 3, 4 et 6 de l'arrêté préfectoral 2011/297 du 5 août 2011 ;
- Les articles 7 et 9 de l'arrêté préfectoral 2015/354 du 31 octobre 2017 ;
- L'article II bis.3.e de l'arrêté préfectoral 2021/1110 du 4 janvier 2022.

### **Article 2 : Rejets atmosphériques**

#### **Article 2.1 : Conception des installations**

Le tableau de l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015/0354 du 31 octobre 2017 modifié est remplacé par le tableau suivant. L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023 est complété comme suit :

| Désignation du conduit   | Hauteur minimale (m) | Débit maximal en Nm <sup>3</sup> /h gaz sec à taux d'O <sub>2</sub> de référence | Vitesse déjection minimale (m/s) |
|--|----------------------|--|----------------------------------|
| Four et grille Lepol   | 90                   | 250 000 à 10% d'O <sub>2</sub>   | 12                               |
| Réchauffeur industriel co-incinérant des déchets non-dangereux | 90                   | 22 132 à 10% d'O <sub>2</sub>  | 8                                |
| Broyeur sècheur, Xeurot  | 40                   | 195 000  | 8                                |
| Broyeur charbon et coke  | 17                   | 15 000   | 8                                |
| Refroidisseur  | 13,9                 | 100 000  | 8                                |
| Broyeur ciment, Xeuzeur  | 42,5                 | 105 000  | 8                                |

»

Le broyeur ciment est utilisé à la fois dans la fabrication de ciment et dans la fabrication d'argiles activées.

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés par les dispositifs de traitement des émissions tels que les manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits adsorbants... afin d'assurer la protection de l'environnement et de respecter les valeurs limites d'émissions atmosphériques décrites ci-après.

## **Article 2.2 : Valeurs limites des émissions atmosphériques canalisées**

Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies dans le présent arrêté sont rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

### **2.2.1 : Four et grille Lepol :**

Les valeurs limites s'expriment à 10 % d'O<sub>2</sub>.

La température, pression, débit et taux d'O<sub>2</sub> sont suivis en continu.

Les concentrations en valeur demi-horaire suivantes sont respectées :

| Paramètres      | Concentration en valeur demi-horaire mg/m <sup>3</sup> |
|-----------------|--|
| Poussières      | 150  |
| SO <sub>2</sub> | 2040   |
| HCl             | 60   |
| COT             | 200  |

Les valeurs limites d'émission suivantes sont respectées :

| Paramètres                                    | Concentration mg/m <sup>3</sup> (*) | Flux horaire (kg/h) |
|---|-------------------------------------|---------------------|
| Poussières                                    | 20                                  | 5                   |
| SO <sub>2</sub>                               | 750                                 | 187,5               |
| NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub> | 500                                 | 125                 |
| HCl   | 10                                  | 2,5                 |
| COT   | 100                                 | 25                  |
| HF  | 1                                   | 0,25                |
| Hg  | 0,05                                | 0,0125              |

|  |                                     |                     |
|--|-------------------------------------|---------------------|
| <b>Dioxines et Furanés</b>                       | 0,1 ng PCDD/F I-TEQ/Nm <sup>3</sup> | 25.10 <sup>-9</sup> |
| <b>NH<sub>3</sub></b>                            | 60                                  | 15                  |
| <b>Benzène</b>                                   | 6                                   | 1,5                 |
| <b>Phénol</b>                                    | 5                                   | 1,25                |
| <b>HAP (**)</b>                                  | 1                                   | 0,25                |
| <b>benzo(a)pyrène</b>                            | 2,1E-04                             | /                   |
| <b>Acide Cyanhydrique (HCN)</b>                  | 10                                  | 2,5                 |
| <b>Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V</b> | 0,5                                 | 0,125               |
| <b>Cd + Tl</b>                                   | 0,05                                | 0,0125              |
| <b>Zn</b>  | 1                                   | 0,25                |

(\*) Concentrations moyennes journalières, sauf pour les polluants qui ne sont pas mesurés en continu où la VLE est la moyenne sur la période d'échantillonnage.

(\*\*) Naphtalène, HAP du groupe 2A, du groupe 2B et du groupe 3 selon la classification du Centre Internationale de Recherche contre le Cancer.

### 2.2.2 : Argilor :

Les valeurs limites s'expriment à 10 % d'O<sub>2</sub>.

Les valeurs limites d'émission suivantes sont respectées :

| <b>Paramètres</b>                                  | <b>Concentration<br/>mg/m<sup>3</sup> (*)</b> | <b>Flux horaire (kg/h)</b> |
|--|---|----------------------------|
| <b>Poussières</b>                                  | 20  | 1                          |
| <b>SO<sub>2</sub></b>                              | 250   | 10                         |
| <b>NO<sub>x</sub> en équivalent NO<sub>2</sub></b> | 300   | 10                         |
| <b>CO</b>  | 440   | 15                         |
| <b>HCl</b>   | 10  | 0,5                        |
| <b>COV</b>   | 30  | 1                          |
| <b>HF</b>  | 1   | 0,05                       |
| <b>Hg</b>  | 0,05  | 0,00125                    |
| <b>Dioxines et Furanés</b>                         | 0,1 ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup> )                | 2,2E-09                    |
| <b>NH<sub>3</sub></b>                              | 32  | 1,5                        |
| <b>Benzène</b>                                     | 16  | 0,35                       |
| <b>Phénol</b>                                      | 5   | 0,2                        |
| <b>HAP (**)</b>                                    | 1   | 0,022                      |
| <b>benzo(a)pyrène</b>                              | 1,60E-04                                      | 3,92E-06                   |
| <b>Acide Cyanhydrique</b>                          | 10  | 0,23                       |
| <b>Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V</b>   | 0,5 (Somme des métaux)                        | 0,025                      |
| <b>Cd + Tl</b>                                     | 0,05  | 4,2E-05                    |

(\*) Concentrations moyennes journalières, sauf pour les polluants qui ne sont pas mesurés en continu où la VLE est la moyenne sur la période d'échantillonnage.

(\*\*) Naphtalène, HAP du groupe 2A, du groupe 2B et du groupe 3 selon la classification du Centre Internationale de Recherche contre le Cancer.

### 2.2.3 : Autres installations que les fours :

Les installations de broyage sont munies d'un dispositif de traitement des fumées.

|            | Broyeur à cru  | Autres installations de broyage et de refroidissement      |
|------------|--|--|
| Paramètres | Concentration en moyenne journalière (mg/Nm <sup>3</sup> ) | Concentration en moyenne journalière (mg/Nm <sup>3</sup> ) |
| Poussières | 20   | 20   |
| HCl        | 90 (*)   | /  |
| COT        | 8 (*)  | /  |

(\*) Uniquement si absence de limites sur les HCT pour les déchets utilisés en valorisation matière

### **Article 2.3 : Émissions diffuses**

Les halls de stockage et les appareils de manutention doivent être construits et exploités de façon à éviter les envols de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage. Notamment, les points de déchargement des convoyeurs auront des hauteurs réduites. En cas d'envolées trop importantes de poussières, l'exploitant mettra en place les dispositifs de traitement appropriés.

L'exploitant réduit les émissions de poussières diffuses lors d'opérations générant de la poussière et en provenance des zones de stockage vrac.

Pour ce faire, a minima, l'exploitant réalise les opérations suivantes :

- Des pulvérisations d'eau sont réalisées sur les voies, notamment aux abords des carrières afin de prévenir l'envol des poussières liées au transport des matières premières. Ces mesures sont renforcées lors des périodes sèches ;
- Autant que possible, le transport des matières est effectué au moyen d'élévateurs, de vis sans fin, d'aéro glissières et de convoyeurs qui sont capotés, dépoussiérés et conçus pour limiter les émissions de poussières à l'extérieur du site ;
- Les stocks aériens extérieurs de charbon, de coke, et de minéraux sont gérés afin d'éviter les envols de poussière vers l'extérieur en réglant au mieux la hauteur et la vitesse de déchargement des camions ;
- Le hall de stockage du clinker est doté d'un transporteur automatique et les deux pignons du hall sont fermés ;
- Les convoyeurs des matières premières, les transporteuses à chaînes et à bandes, les élévateurs sont capotés et conçus pour limiter les émissions de poussières ;
- Les stockages des matières pulvérulentes (cru, ajout calcaire, anhydrite, laitiers, ciments) sont opérés dans des silos fermés (confinement). Ces silos possèdent des dépoussiérage (filtres à manches). Les transports de ces matières sont réalisés au moyen d'aéro-glissières capotées.

D'une manière générale, la cimenterie est entretenue et nettoyée quotidiennement par des équipes avec des moyens adéquats spécifiques (camions aspirateurs par exemple).

### **Article 2.4 : Surveillance des émissions atmosphériques**

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques des installations qu'il exploite. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, selon les normes en vigueur.

L'exploitant procède à la surveillance et la stabilisation des paramètres critiques de procédé, à savoir le mélange homogène des matières premières, l'alimentation en combustible, le dosage régulier et l'excès d'oxygène. Ces éléments sont décrits dans une procédure tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air doivent être effectuées de manière représentative et, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

#### 2.4.1 : Four et grille Lepol :

L'exploitant suit les polluants à l'émission aux fréquences indiquées ci-dessous.

La température, pression, débit et taux d'O<sub>2</sub> sont suivis en continu.

| <b>Paramètres</b>                             | <b>Fréquence de surveillance</b> |
|---|----------------------------------|
| Poussières                                    | Continue                         |
| SO <sub>2</sub>                               | Continue                         |
| NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub> | Continue                         |
| CO  | Continue                         |
| HCl   | Continue                         |
| COT   | Continue                         |
| HF  | Trimestrielle                    |
| Hg  | Trimestrielle                    |
| Dioxines et Furanes                           | Trimestrielle                    |
| NH <sub>3</sub>                               | Trimestrielle                    |
| Benzène                                       | Trimestrielle                    |
| Phénol  | Trimestrielle                    |
| HAP   | Trimestrielle                    |
| benzo(a)pyrène                                | Trimestrielle                    |
| Acide Cyanhydrique (HCN)                      | Trimestrielle                    |
| Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V     | Trimestrielle                    |
| Cd + Tl                                       | Trimestrielle                    |
| Zn  | Trimestrielle                    |

#### 2.4.2 : Réchauffeur industriel Argilor :

| <b>Paramètres</b>                             | <b>Fréquence de surveillance</b> |
|---|----------------------------------|
| Poussières                                    | Continue                         |
| SO <sub>2</sub>                               | Continue                         |
| NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub> | Continue                         |
| CO  | Continue                         |
| HCl   | Continue                         |
| COT   | Continue                         |
| HF  | Trimestrielle                    |
| Hg  | Trimestrielle                    |
| Dioxines et Furanes                           | Trimestrielle                    |
| NH <sub>3</sub>                               | Continue                         |
| Benzène                                       | Trimestrielle                    |
| Phénol  | Trimestrielle                    |
| HAP   | Semestrielle                     |
| benzo(a)pyrène                                | Semestrielle                     |
| Acide Cyanhydrique                            | Semestrielle                     |
| Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V     | Trimestrielle                    |
| Cd + Tl                                       | Trimestrielle                    |

### 2.4.3 :Autres installations que les fours :

| Paramètres | Broyeur à cru | Autres installations de broyage et de refroidissement |
|------------|---------------|---|
| Poussières | Continue      | Trimestrielle   |
| HCl        | Continue (*)  | /   |
| COT        | Continue (*)  | /   |

(\*) Uniquement si absence de limites sur les HCT pour les déchets utilisés en valorisation matière

### **Article 2.5 : Conditions de respects des valeurs limites d'émission**

Les valeurs limites d'émissions dans l'air sont respectées si :

- Aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émissions pour le monoxyde de carbone, pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre, les oxydes d'azote, le benzène, le phénol, les HAP et HCN ;
- Aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure, le total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), les dioxines et furannes, ne dépasse les valeurs limites ;

Les moyennes déterminées pendant les périodes d'indisponibilité des dispositifs de traitement ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites d'émission.

Pour les paramètres à mesurer en continu,

Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures.

Les intervalles de confiance à 95 % d'un résultat ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

Monoxyde de carbone : 10 % ;  
Dioxyde de soufre : 20 % ;  
Ammoniac : 40 % ;  
Dioxyde d'azote : 20 % ;  
Poussières totales : 30 % ;  
Carbone organique total : 30 % ;  
Chlorure d'hydrogène : 40 %.

Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées.

Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, pour une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum.

Pour l'ensemble des paramètres mesurés en continu, l'exploitant doit, en outre, faire réaliser par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) :

- Deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu .



## **Article 2.6 : Appareils de mesure en continu**

Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes d'assurance qualité des systèmes de mesure automatique. Ces appareils sont conçus de façon à répondre aux exigences de performances des normes de certification des systèmes de mesure automatique citées dans l'avis publié au journal officiel relatif aux méthodes normalisées de référence sont réputées satisfaire à ces exigences.

L'exploitant applique en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).

Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL1 et choisis pour leurs aptitudes au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL2. Le maintien de la dérive dans des limites acceptables, et la correction de dérive sont assurés par la mise en œuvre de la procédure QAL3.

Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation QAL1 n'a pas été faite, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée comme satisfaisante si les étapes QAL2 et QAL3 conduisent à des résultats satisfaisants.

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en continu des effluents atmosphériques est limitée à 10 heures sans interruption.

Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année.

## **Article 2.7 : Valeurs limites des flux des polluants rejetés annuellement**

« On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Le flux de l'établissement dans les tableaux ci-dessous comprend les émissions canalisées ainsi que les émissions diffuses. »

Les flux de polluants rejetés par les installations de l'établissement dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites annuelles suivantes :

| <b>Paramètres</b>                       | <b>Établissement (en kg/an)</b> |
|---|---------------------------------|
| <b>Poussières</b>                       | 43 500                          |
| <b>Nox en équivalent NO<sub>2</sub></b> | 698 500                         |
| <b>SO<sub>2</sub></b>                   | 840 000                         |
| <b>HCl</b>                              | 17 000                          |
| <b>COT</b>                              | 130 000                         |
| <b>HF</b>                               | 1 100                           |
| <b>Benzène</b>                          | 8 000                           |
| <b>Phénol</b>                           | 1 100                           |
| <b>HAP</b>                              | 1 200                           |
| <b>Acide cyanhydrique</b>               | 12 000                          |
| <b>NH<sub>3</sub></b>                   | 64 000                          |
| <b>Mercure et ses composés</b>          | 27                              |
| <b>Zinc</b>                             | 200                             |
| <b>Cd et Tl</b>                         | 26                              |
| <b>Somme des métaux</b>                 | 215                             |
| <b>Dioxines et furanes</b>              | 0,00011 (I-TEQ)                 |

»

### **Article 3 : Surveillance des émissions dans l'environnement**

Cet article modifie et abroge l'article 2 de l'arrêté préfectoral 2009/226 du 1<sup>er</sup> juillet 2009.

#### **Article 3.1 : Surveillance des retombées atmosphériques**

##### **3.1.1 : Bilan des campagnes de surveillance environnementale**

L'exploitant dresse un bilan de l'évolution des teneurs relevées dans l'environnement sur les campagnes de mesures réalisées depuis la mise en place de la surveillance environnementale. Ce bilan est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de six mois à partir de la notification du présent arrêté.

##### **3.1.2 : Programme de surveillance environnementale**

Sous 6 mois après la date de notification du présent arrêté, un plan de surveillance des retombées atmosphériques est défini et transmis à l'inspection des installations classées.

Ce programme est défini à partir du bilan des campagnes de surveillance exigé par l'article 2.3.1.1. et prend en compte les nouvelles installations présentes sur site.

Il comporte notamment :

- le périmètre retenu pour la zone d'étude ;
- la nature des milieux et le contexte local ;
- la description du site avec la localisation des zones d'émission ;
- les polluants suivis dont a minima : les poussières, les dioxines et furannes, les hydrocarbures aromatiques polycycliques, et les métaux ;
- les méthodes de prélèvements et d'analyse, la durée et la fréquence des périodes de prélèvements ;
- les conditions météorologiques sur le site ;
- la localisation et le nombre des points de prélèvements, incluant au moins un point témoin situé dans une zone hors influence de l'exploitation. Les points de surveillance actuellement en place sont conservés.

Ce programme de surveillance est mis à jour au besoin pour tenir compte des évolutions des installations ou de leur environnement.

##### **3.1.3 : Campagne de surveillance environnementale**

L'exploitant met en œuvre au moins une fois par an, une campagne de surveillance des retombées atmosphériques.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur et au plan de surveillance.

Lors de la campagne de mesure, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution au moins horaire. La station météorologique est installée et utilisée selon les bonnes pratiques de Météo France : à une hauteur de 10 m du sol en dehors de toute influence topographique et/ ou des bâtiments. Les données météorologiques provenant d'une station de Météo France ne sont utilisées que si leur représentativité a été démontrée.

##### **3.1.4 : Rapport présentant les résultats de la surveillance environnementale**

Un rapport sur la campagne de mesure est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 6 mois après la fin des prélèvements.

Il comprend notamment :

- Les résultats des mesures de surveillance environnementale accompagnés d'une copie des bulletins d'analyse ;
- La présentation du site dans son contexte environnemental ;
- Le positionnement des différents points de prélèvement ;
- Les protocoles de prélèvements et analyses utilisées en précisant les normes si elles sont disponibles et les limites de quantification ;
- Une comparaison des résultats de mesures :
  - Aux valeurs réglementaires et/ou aux valeurs guides disponibles et/ou aux référentiels locaux ou nationaux ;
  - Entre les points impactés et les points témoins au regard des conditions météorologiques enregistrées au cours de la campagne,
  - Par rapport à l'état initial et aux différentes campagnes déjà réalisées ;
- L'interprétation des résultats obtenus au regard de l'activité du site ;
- En cas d'anomalies (dont l'impossibilité de réaliser certaines mesures), des explications sur leur origine et les actions correctives menées ou prévues pour y remédier.

### **Article 3.2 : Surveillance environnementale du benzène**

L'exploitant poursuit la surveillance environnementale du benzène à raison de deux campagnes par an (été / hiver) et à minima jusqu'à obtenir deux années de surveillance où les installations Argilor et le four fonctionnent normalement.

L'exploitant peut solliciter l'inspection pour suspendre la surveillance du benzène sous réserve de présenter un bilan des campagnes de surveillance dans l'environnement qui démontre l'absence d'impact sanitaire et des émissions de benzène à la cheminée dont la teneur est stable dans le temps.

### **Article 4 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique , de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

### **Article 5 : Exécution de l'arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société VICAT

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Xeulley

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Nancy, le **- 9 FEV. 2026**

Le Préfet,



Yves SÉGUY